



Déclaration de B Lab concernant les sujets de controverse Entreprises travaillant dans le secteur des casinos

Approche de B Lab concernant les sujets de controverse et la certification B Corp

Les entreprises certifiées B Corporation sont des entreprises à but lucratif qui répondent aux normes les plus rigoureuses en matière de performance sociale et environnementale globale, de responsabilisation et de transparence. Elles sont à l'avant-garde du mouvement visant à utiliser l'activité des entreprises comme force pour générer un impact positif.

Des interrogations délicates et complexes surgissent régulièrement quant à la manière dont les sujets de controverse touchant le monde des entreprises peuvent affecter l'éligibilité d'une entreprise à la certification B Corp. Ces situations peuvent être communiquées par une entreprise dans son [Formulaire lié aux exigences de transparences](#), par une tierce partie par le biais du [Processus de plainte](#) officiel de B Lab ou par l'opinion publique, en débattant autour des exigences et des normes de certification de B Corp. Le [Conseil consultatif sur les Normes](#) indépendant de B Lab se charge ensuite de prendre les décisions appropriées, dans le cadre d'un processus d'examen associé aux exigences de transparences.

Le Formulaire lié aux exigences de transparences de B Lab sert de fondement au processus d'examen des exigences de transparences, qui couvre les industries, les pratiques, les résultats et les sanctions sensibles, et qui s'appuie sur des examens et des normes de tierces parties, comme par exemple, la Liste d'exclusion de la SFI et les Conventions de l'Organisation internationale du travail. Dans la mesure où une liste de sujets sensibles peut être incomplète, B Lab se réserve alors le droit de procéder à des examens similaires sur des questions non mentionnées dans le Formulaire lié aux exigences de transparences, mais qui sont considérées comme sujettes à des préoccupations importantes de la part des parties prenantes et à une violation potentielle de la Déclaration d'interdépendance du mouvement B Corp.

Face à l'émergence de nouveaux secteurs d'activité ou de questions pour lesquelles un modèle de prise de décision n'a pas encore été élaboré, B Lab conduit des recherches sur le sujet afin d'orienter la décision du Conseil consultatif sur les Normes. Cette recherche se base sur la compilation de sources complémentaires par le personnel de B Lab, avec pour objectif général d'identifier et de comprendre les différentes préoccupations du secteur ou le sujet de controverse, ainsi que les différentes perspectives des parties prenantes. Ce travail s'appuie sur une analyse de la presse spécialisée dans le secteur et l'impact de cette dernière, la manière dont le sujet de controverse est réglementé par d'autres normes, les politiques publiques existantes et les recommandations de politiques publiques émanant d'organisations à but non lucratif et d'autres experts en la matière, les cas d'étude des acteurs du secteur, aussi bien

positifs que négatifs, les entretiens avec des experts et d'autres commentaires et points de vue du public. Ce contenu est à son tour utilisé pour élaborer le cadre de l'examen du Conseil consultatif sur les Normes, afin de déterminer les types de questions auxquelles chaque entreprise devra répondre.

En ce qui concerne les secteurs d'activités sujets à des controverses, une tension naturelle et saine oppose la tendance à exclure toutes les entreprises de ces secteurs d'activités de la possibilité d'obtenir la certification B Corp, et le *besoin d'un leadership* qui a le potentiel de transformer la culture, le comportement et l'impact de ces entreprises. Même si B Lab et son [Conseil consultatif sur les Normes](#) peuvent déterminer qu'une industrie dans son ensemble n'est pas éligible à la certification en raison de ses impacts négatifs ou de ses pratiques, ils reconnaissent également que dans certains secteurs sujets à controverse, il est possible pour les entreprises de gérer de manière significative ces impacts négatifs potentiels ou ces controverses. Dans ce contexte, le besoin de distinguer les bons et les mauvais acteurs, ainsi que les pratiques satisfaisantes, optimales et exemplaires, peut s'avérer plus urgent que jamais, en implantant des normes rigoureuses en matière de performances sociales et environnementales vérifiées, de responsabilisation et de transparence publique. La mise en place de normes réalistes et transparentes, qui contribuent à améliorer les décisions en matière de politique, d'investissement, d'achat et d'emploi, sert au mieux les intérêts de toutes les parties prenantes.

Tout en reconnaissant qu'il existe de nombreux points de vue différents et raisonnables sur ce qui contribue à une prospérité partagée et durable pour tous, B Lab et son Conseil consultatif sur les Normes détermineront l'éligibilité à la certification B Corp et, le cas échéant, exigeront des entreprises issues de secteurs sujets à une controverse, ayant des politiques qui suscitent la controverse, ou engagées dans des pratiques controversées, qu'elles fassent preuve de transparence quant à leurs activités et à la manière dont elles gèrent et atténuent ces préoccupations. B Lab documentera et partagera également publiquement ces prises de position afin de permettre à toutes les parties prenantes, y compris les citoyens et les décideurs politiques, de porter leur propre jugement sur les performances d'une entreprise, et de favoriser un débat public réfléchi et constructif sur ces enjeux majeurs. Les déclarations et cadres de B Lab sur les questions controversées peuvent être consultés [ici](#).

Ces cadres, comme les normes de B Lab en général, sont en constante évolution, et nous espérons pouvoir les améliorer à l'avenir. B Lab est ouvert à d'autres approches qui lui permettront d'affiner son point de vue et, espérons-le, de contribuer à un dialogue constructif sur le rôle des entreprises dans la société.

Indépendamment de l'éligibilité à la certification B Corp, toutes les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, peuvent utiliser l'[Évaluation B Impact Assessment](#) comme outil de gestion d'impact interne pour évaluer et améliorer leurs pratiques globales, et/ou adopter une structure juridique de gouvernance des parties prenantes (telle qu'une entreprise à but non lucratif)

adaptée à la structure actuelle de l'entreprise et à sa juridiction.

Si vous avez des questions ou des observations sur l'approche de B Lab concernant les points traités ci-dessous, nous vous invitons à envoyer un courriel à Dan Osusky, directeur des Normes de B Lab, à l'adresse suivante : standardsmanagement@bcorporation.net.

Entreprises travaillant dans le secteur des casinos et certification B Corp

Les casinos suscitent la controverse en raison des risques qu'ils présentent, notamment à travers l'encouragement à la dépendance au jeu et un impact sociétal plus large sur les communautés où ils sont implantés. Ces préjudices potentiels sont exacerbés par la structure de leur modèle économique, l'entreprise étant tributaire de la perte financière de ses clients, dans lequel les probabilités lui sont favorables.

Compte tenu de ces controverses, B Lab et son Conseil consultatif sur les Normes indépendant ont pris la décision suivante concernant leur éligibilité à la certification B Corp :

Dans le cas des entreprises qui entretiennent une relation commerciale significative et stratégique dans le secteur des casinos : Les entreprises qui opèrent dans le secteur des casinos sont éligibles à la certification B Corp uniquement si elles sont en mesure de démontrer qu'elles ont respecté l'ensemble des pratiques les plus exigeantes possibles pour gérer suffisamment les répercussions négatives potentielles de leur modèle économique.¹ Si une entreprise, de l'avis du Conseil consultatif sur les Normes, est en mesure de satisfaire à cette norme, elle devra également communiquer des informations supplémentaires sur son profil public B Corp, en précisant les moyens spécifiques qu'elle a mis en œuvre pour y parvenir. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations sur les pratiques attendues.

Dans le cas des entreprises qui n'entretiennent pas de relation commerciale significative et stratégique dans le secteur des casinos : Les entreprises éligibles à la certification B Corp sont tenues de publier des informations supplémentaires sur

¹Les recherches entreprises par B Lab pour justifier cette prise de position n'ont pas permis d'identifier un casino particulier qui serait susceptible de respecter actuellement la norme décrite dans le présent document.

leur profil public B Corp, en précisant leur relation commerciale et la manière dont l'entreprise gère et atténue les éventuelles répercussions négatives. Dans le cas d'entités liées à un casino mais indépendantes du reste de l'entreprise, une évaluation individuelle de ces entités sera nécessaire pour répondre à cette exigence. Elles ne pourront donc pas être éligibles à la certification et ne pourront pas faire usage de la propriété intellectuelle de B Corp.²

Vous trouverez également ci-dessous des précisions sur ce qui caractérise une relation commerciale significative et stratégique.

Présentation du secteur et des risques associés

Le secteur des casinos comprend aussi bien des multinationales de grande envergure dont les jeux d'argent constituent la seule source de revenus que des entreprises actives dans différents secteurs, tels que le tourisme ou la vente au détail, dont les activités dépendent des casinos. Il s'agit par exemple de stations balnéaires, de navires de croisière, de centres commerciaux et d'autres attractions touristiques. Alors que les casinos sont simplement considérés comme une forme de divertissement aux yeux de certains, la nature de leur service suscite également un conflit inhérent, puisque leur modèle économique repose sur un jeu à somme nulle qui favorise l'entreprise, dans lequel plus un consommateur joue (et plus il perd), plus l'entreprise gagne. Si les modalités précises varient selon les juridictions, leur approbation et leurs pratiques spécifiques sont généralement très réglementées.

Bien que de nombreuses personnes considèrent le jeu comme une activité agréable et inoffensive, il peut créer une dépendance et avoir de graves répercussions négatives. Les joueurs compulsifs continuent à jouer en dépit du fait qu'ils sont conscients qu'ils se font du mal ainsi qu'à leur famille, et subissent notamment les types d'effets suivants :

- personnels (par exemple, dépression, anxiété, mauvaise santé, suicide)
- interpersonnels (divorce, séparation)
- professionnels (mauvais résultats, absentéisme, perte d'emploi)
- financiers (dettes, pertes d'actifs, faillite)
- légaux (obtenir de l'argent de manière illégale pour jouer)³

La dépendance au jeu a récemment été classée comme un trouble du contrôle des impulsions dans le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-5) et des parallèles ont été établis entre le comportement de dépendance au jeu et la toxicomanie.⁴ Des études menées à travers le monde révèlent qu'entre 0,1 et 5,8 % des individus présentent des signes

²La filiale devra se soumettre à l'évaluation BIA et obtenir un score minimum de 80, qui sera intégré dans le score global de la société mère.

³ <https://aic.gov.au/publications/tandi/tandi256>

⁴<https://www.verywellmind.com/what-is-gambling-disorder-22015#:~:text=Gambling%20Disorder%20is%20a%20behavioral,the%20field%20of%20mental%20health>.

de dépendance au jeu.⁵ Bien que les statistiques varient d'un pays à l'autre, des résultats cohérents ont été constatés en ce qui concerne les caractéristiques sociodémographiques : la dépendance au jeu est plus susceptible de se manifester chez les hommes, les personnes célibataires ou divorcées, les jeunes adultes, les personnes avec un faible niveau d'éducation, les groupes marginalisés, les chômeurs et les personnes à faible revenu.⁶ D'autres recherches montrent que 15 à 50 % des revenus générés par les jeux d'argent proviennent des joueurs à problèmes, selon la juridiction et la période.⁷

Les jeux d'argent sont nombreux et certains sont plus utilisés que d'autres par les joueurs en situation de dépendance, en raison de leur accessibilité et de leur mode de fonctionnement. Par rapport aux formes de jeu telles que les loteries et les salles de bingo, qui impliquent des périodes plus longues entre la mise et le gain ou la perte, ainsi que des mises financières plus faibles, les jeux associés aux casinos et aux jeux en ligne tendent à présenter des taux plus élevés de dépendance au jeu.⁸ Ce phénomène peut être imputable à la gratification ou à la perte instantanée ressentie par les joueurs dans ce type d'activités et aux mises financières plus importantes, qui peuvent conduire à un comportement problématique et irresponsable.

Outre les effets sur les joueurs (et leurs proches), les casinos engendrent également des répercussions sociales plus larges sur les communautés, aussi bien positives que négatives. Citons par exemple l'augmentation de l'incidence de la criminalité. Une étude néo-zélandaise a révélé que 30 % des joueurs dépendants au jeu ont été impliqués dans des activités illégales liées au jeu et que 15 % des détenus ont commis des délits pour financer le jeu ou des dettes de jeu. Les casinos peuvent également attirer d'autres formes d'activités illégales telles que le crime organisé, les usuriers et la prostitution. Un rapport américain a étudié la criminalité dans les communautés où se trouvent des casinos et a établi une corrélation directe entre l'augmentation des niveaux de criminalité et l'augmentation des niveaux de jeu.⁹ Ce même rapport indique que 8,6 % des crimes contre les biens et 12,6 % des crimes violents sont imputables à la présence du casino dans la communauté.

De leur côté, les promoteurs invoquent les avantages positifs des casinos, à savoir : l'augmentation des recettes fiscales pour les communautés locales¹⁰, l'augmentation des recettes pour les entreprises locales grâce à l'accroissement du tourisme, l'augmentation des

⁵ Problem Gambling Worldwide: An update and systematic review of empirical research (2000 -2015) (La dépendance au jeu dans le monde : une revue systématique des recherches empiriques).

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5370365/#:~:text=Gambling%20and%20problem%20gambling%20worldwide&text=Most%20studies%20on%20problem%20gambling,%2C%20North%20America%2C%20and%20Oceania.&text=More%20specifically%2C%20in%20North%20America,Europe%200.1%25%20to%203.4%25>

⁶<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5370365/#:~:text=Gambling%20and%20problem%20gambling%20worldwide&text=Most%20studies%20on%20problem%20gambling,%2C%20North%20America%2C%20and%20Oceania.&text=More%20specifically%2C%20in%20North%20America,Europe%200.1%25%20to%203.4%25>

⁷https://prism.ucalgary.ca/bitstream/handle/1880/51141/Williams_AGRI2016_What_Proportion_of_Gambling_Revenue_is_Derived_from_PG.pdf;jsessionid=FC20E157EE21E294C987DDDF7240AFA?sequence=18

⁸ https://docs.wixstatic.com/ugd/c47eec_20053e598420480d8b83f319518814ac.pdf

⁹<https://www.encyclopedia.com/reference/social-sciences-magazines/economic-and-social-effects-casinos>

¹⁰Répercussions économiques et sociales des casinos

possibilités d'emploi pour la population locale¹¹, la possibilité de sortir et de se divertir pour les habitants des localités éloignées, ainsi que la création d'installations supplémentaires telles que des restaurants haut de gamme, de festivals et autres événements culturels organisés par le casino. Une étude seulement a confirmé les effets socio-économiques positifs des casinos, mais ils restent marginaux,¹² et les résultats des recherches dans leur ensemble sont mitigés.

Meilleures pratiques pour les entreprises exerçant leurs activités dans l'industrie des casinos et des jeux d'argent

Compte tenu des risques inhérents et des répercussions négatives potentielles de leur modèle, les entreprises actives dans le secteur des casinos qui souhaitent obtenir la certification B Corp doivent prouver qu'elles ont adopté les pratiques les plus rigoureuses possibles dans la gestion de ces impacts. Bien qu'ils ne soient ni exhaustifs ni déterminants, les exemples suivants illustrent des pratiques commerciales susceptibles de transcender la conformité réglementaire et, dans bien des cas, les normes actuelles du secteur. Le Conseil consultatif sur les Normes les prendra en considération pour déterminer l'admissibilité des entreprises :

1. **Gestion des risques** : appliquer des politiques et procédures au sein de l'entreprise qui démontrent des pratiques de gestion des risques innovantes et performantes, avec la mise en œuvre d'une méthodologie de cadre de risque aux activités, la réalisation d'audits réguliers par des organismes indépendants spécifiques aux risques liés aux jeux d'argent, l'intégration de procédures rigoureuses de lutte contre la corruption, de mécanismes de réclamation transparents et efficaces et de politiques de dénonciation, une équipe dédiée aux risques et à la conformité, et des politiques spécifiques en matière de droits humains pour réduire les risques sectoriels tels que la prostitution illégale et le trafic d'êtres humains.
2. **Responsabilité et communication** : accorder une attention ferme et publique à la stratégie globale de l'entreprise en matière de jeu responsable et accepter pleinement le rôle important que les entreprises jouent dans la prévention et le traitement de la dépendance au jeu ; s'attaquer de manière proactive à ces risques par une transparence accrue et une communication efficace dans une variété de médias, tant au sein des installations de l'entreprise qu'à l'extérieur, et des communautés qui les entourent ; fixer des objectifs ambitieux pour lutter contre la dépendance au jeu et rendre compte publiquement de leurs évolutions dans un rapport d'impact annuel.
3. **Formation du personnel** : s'assurer que le personnel est suffisamment formé dès sa prise de fonction dans le casino et qu'il reçoit une formation actualisée chaque année pour reconnaître, approcher et intervenir auprès des joueurs dépendants au jeu ; effectuer des évaluations continues des performances du personnel et mettre en œuvre d'autres mesures de gouvernance et de procédure pour assurer que la formation est suivie et appliquée.

¹¹ <https://www.encyclopedia.com/reference/social-sciences-magazines/economic-and-social-effects-casinos>

¹² <https://www.ag.ndsu.edu/news/columns/spotlight-on-economics/spotlight-on-economics-do-casinos-have-a-positive-effect-on-economic-growth/>

4. **Inscription et entrée** : appliquer une politique de limite d'âge stricte conforme à la législation locale et n'autoriser l'accès au casino qu'avec une pièce d'identité nationale et/ou une carte de membre du casino ; lorsque la réglementation locale l'autorise, utiliser l'enregistrement comme moyen de suivi et de contrôle des entrées des joueurs et de détection des comportements de jeu problématiques.
5. **Minimiser les pratiques à risque** : interdire le crédit aux clients ou toute forme de crédit comme moyen de paiement (cartes de crédit, chèques de voyage, etc.) ; interdire l'installation de guichets automatiques dans les salles de jeu des casinos et intégration d'autres aspects de la conception pour garantir que l'environnement du casino ne favorise pas les comportements à risque.
6. **Traitement des joueurs dépendants au jeu** : communiquer clairement sur les évaluations permettant d'identifier les signes d'alerte précoces ; proposer une variété d'options de mesures telles que la limitation du nombre de joueurs, l'auto-exclusion volontaire et celle des tiers ; informer et sensibiliser de manière proactive sur les comportements addictifs et les services de soutien proposés par l'entreprise ; disposer d'un psychologue sur place pour assister les joueurs dépendant au jeu et proposer des programmes d'orientation vers des soins.
7. **Action collective sur l'atténuation des risques et des répercussions négatives** : s'engager activement et soutenir la recherche en cours sur les causes et les incidences de la dépendance au jeu et soutenir financièrement les initiatives locales qui proposent des soins aux joueurs en situation de dépendance, et/ou en fournissant des données anonymes sur le jeu pour la recherche ; soutenir la législation et la réglementation qui visent à atténuer les risques associés à l'industrie du jeu et ne pas entraver les efforts dans ce sens qui pourraient avoir un impact négatif sur la performance financière de l'entreprise ; encourager une collaboration significative à l'échelle de l'industrie et une action collective pour identifier et promouvoir les meilleures pratiques innovantes.

Justification de la décision du Conseil consultatif sur les Normes et exigences de transparence :

Même si B Lab et son [Conseil consultatif sur les Normes](#) peuvent déterminer qu'une industrie dans son ensemble n'est pas éligible à la certification en raison de ses impacts négatifs ou de ses pratiques, nous reconnaissons également que dans certains secteurs sujets à controverse, il est possible pour les entreprises de les gérer de manière significative. Ce qui peut signifier dans certains cas qu'aucune entreprise du secteur n'atteint actuellement ce niveau de performance et que la possibilité d'y parvenir à l'avenir reste incertaine.

Dans le cas des casinos, étant donné le niveau élevé de risques inhérents aux modèles d'entreprise décrits précédemment, le Conseil consultatif sur les Normes de B Lab a déterminé que, bien que les casinos puissent potentiellement être éligibles à la certification, ils devront démontrer qu'ils répondent aux attentes d'une gestion suffisante des risques selon les normes

les plus strictes. **À ce jour, aucun casino n'a obtenu la certification B Corp et aucun n'a été jugé comme satisfaisant à cette norme.**

Parallèlement, les critères d'éligibilité à la certification B Corp prennent également en compte la portée et l'importance relative de l'engagement d'une entreprise dans un secteur controversé. Il arrive dans certains cas qu'une exposition ou implication dans le secteur soit un motif d'inéligibilité, si le secteur dans son ensemble est exclu ou si la partie concernée de l'entreprise ne répond pas aux attentes définies pour le secteur. Dans d'autres circonstances, tout en prenant acte de la controverse et de son incidence négative potentielle, mais aussi en tenant compte de l'équilibre de la performance de l'entreprise dans son ensemble, une implication mineure à un secteur controversé peut justifier un autre niveau d'attente en matière de performance, en exigeant néanmoins une certaine transparence en parallèle.

Dans le cas des casinos, tout en reconnaissant leurs éventuelles répercussions négatives, mais compte tenu de leur potentiel impact positif dans l'ensemble, il est admis que dans des circonstances où une entreprise a une implication marginale et non stratégique dans les casinos, celle-ci peut malgré tout être éligible à la certification B Corp si toutes les autres conditions sont remplies et que l'entreprise fait preuve d'une transparence sur son implication et la gestion de son impact. **Les seuils spécifiques n'ont pas été formellement fixés afin de reconnaître l'importance du contexte dans la prise de telles décisions, mais il est attendu que cet arbitrage exige de l'entreprise qu'elle investisse au maximum 1 % de ses revenus. Qui plus est, une évaluation de l'implication « stratégique » permettrait de prendre en compte des éléments tels que le nombre de sites ou d'entités concernés par cette implication, les tendances historiques concernant la portée globale de cette implication, les plans et projections de croissance ou d'expansion future, entre autres facteurs.** Toute entreprise qui entretient une relation commerciale avec un casino sera donc examinée par le Conseil consultatif sur les Normes, conformément à cette prise de position. L'exigence de transparence figurant dans la décision du Conseil consultatif sur les Normes vise à reconnaître que des personnes raisonnables peuvent ne pas être d'accord avec la position exposée par le Conseil consultatif sur les Normes et qu'elles doivent disposer par conséquent des informations pertinentes pour établir leur propre jugement concernant les performances sociales et environnementales de l'entreprise.

Toute plainte spécifique, matérielle et crédible déposée à l'encontre d'entreprises certifiées B Corporation sera examinée dans le cadre de la procédure officielle de traitement des plaintes de B Lab.

La décision du Conseil consultatif sur les Normes s'appuie sur des recherches indépendantes menées par B Lab et des consultations de parties prenantes réunissant des experts et professionnels du secteur.

Cette déclaration est effective depuis mars 2020 jusqu'à un nouveau jugement de la part du Conseil consultatif sur les Normes.

Veillez envoyer vos commentaires ou vos questions à l'équipe de gestion des normes de B Lab à l'adresse suivante :
standardsmanagement@bcorporation.net.